La Commune

Derrière la crise, l'ombre de Sharon

l'assassinat, le 14 février par une main anonyme, de l'ex-Premier Ministre Rafic Hariri a bouleversé la situation politique au Liban. Ce meurtre sauvage a été suivi de grandes protestations alliant toutes les factions politiques, à l'exception bien sûr de celle qui est soutenue par la Syrie, et qui gouvernait jusqu'alors (le gouvernement Karamé). On a pu voir les Chirac, Bush et consorts apporter leur caution à l'exigence des manifestants de voir l'armée syrienne, présente au Liban depuis 1977, se retirer. Première analyse.

À première vue, on pourrait se féliciter qu'un État occupé voie son occupant entamer son retrait (les troupes syriennes auront totalement quitté le pays ces jours-ci, selon l'engagement du président-dictateur Bachir Assad, fils du dictateur précédent). En examinant davantage la situation, on peut se poser la question de tout enquêteur : " À qui profite le crime ? " Pas aux Syriens, qui n'avaient pas besoin de cela pour être rejetés massivement. Pas à l'opposition composite dont la victime apparaissait comme une figure de proue parmi d'autres. Reste Israël.

Histoire d'un conflit

Pour mieux comprendre, il nous faut remonter aux origines historiques du Liban moderne et aux guerres civiles qui ont parsemé son histoire récente. Après la naissance de l'État sioniste le 14 mai 1948 et la guerre qui chasse les Palestiniens de chez eux, 170 000 d'entre eux se réfugient au Liban, chiffre qui s'accroît lors de la conquête de la Cisjordanie et de Gaza par Israël en 1967, et augmente encore après le massacre de Septembre Noir perpétré en 1970 par le roi Hussein de Jordanie contre les Palestiniens vivant dans ce pays. Les factions chrétiennes se retrouvent objectivement " en phase " avec les sionistes de Tel Aviv. Ainsi, le 13 avril 1975, il y a 30 ans ce mois-ci, le leader phalangiste chrétien Amine Gemayel, à la tête de milices d'extrême droite, a fait assassiner 30 Palestiniens, fusillés dans leur autocar. Beyrouth va être coupée en deux ; une guerre à rebondissements s'installe, avec, à droite, les milices Kataeb, les " Forces Libanaises " de Gemayel, le Bloc national libanais, et en face les Druzes, musulmans de confession ismaélite (ni sunnite, ni chiite), le MNL (Mouvement national libanais) incluant le PC libanais, et le PS-NS libanais (social-démocrate pro-syrien). Après la bataille de Tel-El-Zaatar en 1976, il y a une accalmie ; l'influence syrienne se développe, et il se constitue même une alliance syro-chrétienne qu'Israël va s'ingénier à saper. Satisfait de l'ingérence syrienne dans la mesure où celle-ci s'engage à mater les forces dites progressistes, l'État sioniste ne veut cependant pas que cette influence dépasse les limites. Israël va ouvertement sponsoriser et équiper l'Armée dite du Sud Liban du criminel de guerre Saad Haddad, au cours de la guerre artificiellement reprise entre 1978 et 1980. Les troupes de Haddad ont des camps d'entraînement en Israël et terrorisent les populations du Sud Liban, tout comme Gemayel et ses FL (Forces Libanaises) qui font des " stages " à Haïfa. En 1982, à partir du 6 juin, Israël envahit le pays et laisse carte blanche à Sharon, alors général en chef. Celui-ci va confier à Saad Haddad le soin de massacrer les réfugiés palestiniens à Sabra et Chatila, dans la banlieue de Beyrouth, le 16 septembre 1982, suscitant l'indignation du monde entier. Le Liban est écartelé, le Sud sous contrôle sioniste, le reste sous contrôle syrien.

En 1985, on en est à 100 000 morts. Ensuite s'installe un long statu quo de 20 ans, avec, comme seul élément nouveau de la situation, la montée du Hezbollah chiite qui tient en échec Israël, lequel va finir par se retirer du Sud Liban pour mieux concentrer ses coups contre les Palestiniens des territoires occupés.

Hezbollah et Palestiniens, dans le viseur d'Israël

Aujourd'hui, l'État sioniste fait le calcul suivant : la Syrie, avec l'armée américaine à ses frontières (Irak) et sa caractérisation par Bush d'*" État voyou "*, est en mauvaise posture. Le Golan syrien est toujours occupé par Israël depuis 1967. Le départ de l'armée syrienne va favoriser, au-delà d'une " unité nationale ", bien factice au Liban, de nouveaux affrontements, et les vieux liens entre sionistes et droite chrétienne vont permettre de tenter de laminer le Hezbollah chiite et les Palestiniens subsistant.

Toute situation conflictuelle au Liban, l'Histoire l'a montré, a toujours profité à Israël, et Israël est à l'origine de tous les conflits depuis 1948. Les provocations sionistes doivent être caractérisées comme telles. Il faut laisser le peuple libanais décider de son destin, sans immixtion étrangère. Le gouvernement actuel n'est qu'une transition avant les élections de fin mai. La suite risque d'être plus sombre.

Modifié le vendredi 24 juin 2005

Voir aussi dans la catégorie Liban

« Nous rejetons toute intervention étrangère dans les affaires libanaises »

Les responsables de l’explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020 et ceux de l’inflation, de la dévaluation, de la fermeture des banques et de la misère, sont les mêmes : les représentants... »

Entre le marteau et l'enclume

Le Liban a subi les plus effroyables bombardements durant la guerre des 34 jours de juillet-août dernier, dont Israël porte l'entière responsabilité. Ce n'est pas d'hier que l'État sioniste a... »

Israël vise délibérément les populations civiles libanaises

l'ONG américaine de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) a publié jeudi un rapport d'une extrême sévérité, qui conclut à l'assassinat délibéré, dans de nombreux cas, de... »

Derrière la crise, l'ombre de Sharon

l'assassinat, le 14 février par une main anonyme, de l'ex-Premier Ministre Rafic Hariri a bouleversé la situation politique au Liban. Ce meurtre sauvage a été suivi de grandes protestations... »